



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale des douanes
et droits indirects**

Direction Générale des Douanes et Droits
Indirects
Sous-direction des finances et des achats
Bureau achats
11, rue de deux communes
93558 Montreuil Cedex

AFFAIRE SUIVIE PAR :

BUREAU ACHATS

À Montreuil, le 02 Septembre 2026

Demande d'informations

Objet : Acquisition, maintenance des appareils portatifs de type spectromètres RAMAN destinés aux services de la direction générale des douanes et droits indirects et autres prestations associées.

Date de remise des réponses au plus tard :

Publication : Plateforme des Achats de l'État - PLACE

Les opérateurs économiques pourront répondre à tout ou partie du besoin ci-après décrit.

SOMMAIRE

1. Objet de la demande d'informations

2. Contexte

3. Modalités de réponses

3.1. Présentation des réponses

3.2. Exploitation des réponses

3.3. Sécurité et protection des données

4. Questions

4.1. Questions générales sur votre société

4.2. Questions d'ordre technique

4.3. Questions d'ordre opérationnel

4.4. Questions sur le périmètre d'intervention France métropolitaine

4.5. Questions sur le périmètre d'intervention DROM-COM

4.6. Questions sur l'organisation commerciale

4.7. Responsabilité Sociale et Environnementale

5. Information sur l'entreprise

5.1. Identification de l'entreprise

5.2. Classification

5.3. Chiffres d'affaires

5.4. Certifications qualité et environnementales

5.5. Compétences et savoir-faire

5.6. Clients

Demande d'informations

1. Objet de la demande d'informations

La présente " Demande d'informations " a pour objectif principal de fournir à la Direction générale des douanes et droits indirects des informations relatives à un projet d'acquisition, maintenance des appareils portatifs de type spectromètres RAMAN destinés aux services de la direction générale des douanes et droits indirects et autres prestations associées.

Cette demande d'information ne saurait constituer un quelconque engagement de l'administration à lancer ultérieurement une opération sur le même objet. Réciproquement, les réponses à la demande d'informations ne constitueront pas des engagements contractuels ou précontractuels de la part de leurs auteurs. L'administration sollicite, via la présente demande d'informations, des avis des opérateurs économiques et non des offres.

Aucun opérateur répondant à cette demande d'informations ne pourra prétendre à une rémunération ou indemnisation pour les réponses apportées.

Les opérateurs sont informés du fait que ces réponses pourront être utilisées par l'administration pour préparer d'éventuelles consultations ultérieures. Dans le cas où la réponse de l'opérateur comporterait des données sensibles, celles-ci devront être dûment identifiées conformément aux dispositions de l'article 3.3. infra.

Les réponses seront utilisées pour alimenter les bases de données des fournisseurs de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Les opérateurs économiques pourront répondre à tout ou partie du besoin ci-après décrit.

Dans l'hypothèse où ils répondraient sur l'ensemble du besoin décrit dans le présent document, ils sont invités à préciser leur capacité à y répondre seul ou en partenariat, en indiquant si possible les partenaires sur lesquels ils pourraient alors s'appuyer pour le satisfaire.

Les modalités de réponses à la demande d'informations sont définies au paragraphe 3.1. du présent document.

2. Contexte

La douane française, entité étatique composée d'environ 18 000 agents, garante de l'administration de la marchandise, est chargée d'assurer la protection du territoire, des citoyens et des intérêts économiques et financiers nationaux ou communautaires. Parmi les missions lui incombant, figure le contrôle des marchandises entrant et circulant au sein de l'espace de libre échange. En effet, cet espace de libre échange se révèle être, pour les organisations criminelles, une aire de circulation de marchandises illégales telles que les contrefaçons et toutes autres marchandises non-réglementaires, mais aussi et surtout les produits stupéfiants ou leurs précurseurs, le tout dans un contexte voyant une croissance accrue des flux logistiques globaux.

Au regard de cette situation, la Douane française se doit de réaliser des contrôles permettant d'endiguer ce phénomène, notamment pour ce qui relève de la prolifération des produits stupéfiants.

Pour ce faire, la douane doit disposer de matériels lui permettant de gagner en efficacité opérationnelle et ainsi faciliter son action au quotidien. De ce fait, le renforcement du parc de spectromètre portatifs RAMAN constituerait une réponse adaptée à ce desideratum.

En somme, cette typologie d'outil d'aide au contrôle en extérieur doit permettre de détecter la présence de substances illégales et précurseurs de drogues référencés à l'annexe I du règlement (CE) 273/2004 et à l'annexe du règlement (CE) 111/2005, et ce, en déterminant la composition des substances saisies dans le cadre d'une première levée de doutes. Il doit être capable d'analyser tout type de matière (poudre, cachet, liquide), à travers du plastique, du verre non opaque et opaque, voire du papier enveloppe.

Par ailleurs, au titre de l'utilisation de cet équipement spécifique, sont également nécessaires l'acquisition des accessoires permettant son bon fonctionnement, ainsi que les prestations complémentaires telles que la maintenance préventive, la maintenance corrective de l'appareil, ainsi

qu'une prestation de formation des agents amenés à opérer sur les divers points de contrôle en extérieur.

3. Modalités de réponses

3.1. Présentation des réponses

Des réponses ne portant que sur une partie de la demande, pourront être apportées.

Toute information complémentaire aux questions, notamment tirée de l'expérience d'opérations similaires, sera la bienvenue.

Dans l'hypothèse où les opérateurs économiques ne couvriraient pas seuls l'ensemble du besoin, il leur est demandé de se rapprocher de leurs potentiels fournisseurs et sous-traitants pour répondre aux différentes questions relevant de leur expertise. Les opérateurs agissant avec des sous-traitants devront succinctement décrire l'organisation qui leur paraît nécessaire pour la réalisation du projet.

Chaque entreprise fournissant une réponse, est invitée à désigner nommément une personne qui sera le point de contact de la société auprès du bureau des achats FIN 2 de la DGDDI.

Les réponses seront transmises au plus tard pour le **21 Septembre 2026** sur support numérique avec des fichiers lisibles via PLACE. Les réponses sont attendues en langue française.

Les éventuelles questions et demandes de précisions pourront être transmises via PLACE.

3.2. Exploitation des réponses

Il pourra être proposé aux entreprises qui auront répondu de faire une présentation de leurs réponses. Les présentations pourront avoir lieu soit dans les locaux de la DGDDI à Montreuil, soit dans les locaux des entreprises, soit en audio ou visioconférence.

3.3. Sécurité et protection des données

La DGDDI s'engage à ne communiquer les éléments de réponse fournis par chaque société qu'aux personnes directement concernées et ayant besoin d'en avoir connaissance.

De plus, si l'entreprise souhaite communiquer à l'administration des informations confidentielles, celles-ci seront regroupées dans une annexe dûment identifiée. L'entreprise devra alors préciser la nature exacte de la restriction d'utilisation associée qu'elle souhaite voir appliquer par la DGDDI.

4. QUESTIONS

Si des estimations financières sont fournies, elles doivent être accompagnées des hypothèses utilisées par l'opérateur économique pour leur élaboration.

4.1. Questions générales sur votre société

{Q01}	Dans quelle catégorie se range votre société (TPE / PME / ETI / etc.) ? Depuis quelle année votre société existe-t-elle ? Où est situé votre siège social ? Quel est votre chiffre d'affaires annuel sur les 3 dernières années ?
{Q02}	De combien de salariés est composée votre société ? Pourriez-vous nous préciser vos effectifs sur les 3 dernières années ?
{Q03}	Quelles sont les typologies de produits de détection que vous commercialisez via votre catalogue ? Pourriez-vous nous faire part de vos principales références clients concernant les spectromètres RAMAN ? Avez-vous déjà travaillé ou travaillez-vous déjà avec la DGDDI ? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous préciser la part de votre CA représenté par cette entité ?
{Q04}	Quelle est votre implantation géographique sur le territoire national (Métropole et

	DROM-COM)?
{Q05}	Recourez-vous à la sous-traitance ? Si oui, précisez les principales prestations concernées.
{Q06}	Pouvez-vous nous préciser si vous êtes-vous fabricant ou revendeur des produits que vous commercialisez ?

4.2. Questions d'ordre technique

{Q07}	Quels sont les équipements de type spectromètres RAMAN que vous commercialisez ? Pouvez-vous nous en présenter les principales caractéristiques techniques ? Quelle est la ou quelles sont les technologies actuellement utilisée(s) par vos produits ? Pourriez-vous nous les présenter succinctement ?
{Q08}	Quelles sont les perspectives d'évolution identifiées à court, moyen ou long terme de vos spectromètres RAMAN (système, ergonomie, précision d'analyse, etc.) ?
{Q09}	Quelle est la durée d'analyse moyenne d'un détecteur (en minutes) ? Quelle est-elle pour des cas simples comme la cocaïne ou la kétamine à titre d'exemple ?
{Q10}	Pouvez-vous nous faire part de l'encombrement généré (dimensions, poids, etc.) par l'appareil ?
{Q11}	Selon vous, quels sont les accessoires obligatoires permettant le bon fonctionnement de votre spectromètre RAMAN ? Pouvez-vous nous fournir un descriptif ainsi que leur conditionnement ? En corollaire, ceux-ci sont-ils fournis dans un package avec l'appareil ou doivent-ils être commandés séparément ? Pourriez-vous alors nous préciser ce que contiendrait ledit package le cas échéant ? Par ailleurs, fournissez-vous une mallette de transport avec chaque matériel ? Pouvez-vous nous en spécifier les dimensions ? Pour ce faire, nous vous proposons de retranscrire votre réponse sous forme de tableau reprenant les entrées suivantes : Nom de l'accessoire / Conditionnement / Statut de l'accessoire (Indispensable ou Optionnel) / Fourni directement avec l'appareil (oui ou non) À titre d'exemple, veuillez ci-après trouver la liste des accessoires nous paraissant indispensables au bon fonctionnement d'un spectromètre RAMAN : • un calibrant ; • un adaptateur d'alimentation ; • un câble de transfert d'alimentation USB-C ; • un module d'alimentation via câble USB-C ; • un chargeur externe de batterie et câble associé ; • un clip ceinture ; • une carte de détection laser ; • un adaptateur universel pour échantillons ; • une dragonne ; • une clef USB pour driver ;
{Q12}	Quelle est l'autonomie de l'appareil ? Quelle est sa durée de vie ?
{Q13}	Quelle est l'amplitude thermique d'utilisation de l'appareil ?
{Q14}	Quel est l'indice de protection (étanchéité, chocs et humidité) de ce matériel ? L'équipement est-il conforme à la norme MIL-STD-810 (à défaut, toutes normes ou certifications équivalente) ?
{Q15}	Pourriez-vous nous préciser la gamme ainsi que la résolution spectrale de l'appareil ?

{Q16}	Votre matériel est-il en mesure d'identifier les mélanges opérés avec des produits de coupage ? Indique-t-il également le niveau de correspondance ? Est-il en mesure d'identifier les précurseurs de drogues repris à l'annexe I du règlement (CE) 273/2004 et à l'annexe du règlement (CE) 111/2005 ? Dans la négative, quelles sont les mesures mises en place pour l'identification de nouveaux précurseurs ? Est-il en mesure d'analyser et d'identifier les substances de couleur foncée (liquides, végétaux) ?
{Q17}	Pouvez-vous nous lister les contenants à travers lesquels votre appareil est capable d'effectuer une analyse ?
{Q18}	L'analyse des substances effectuée par votre appareil est-elle non-destructive ?
{Q19}	L'appareil est-il en mesure de réaliser une analyse en déporté avec un minuteur ?
{Q20}	Quels sont les protocoles de communication (Bluetooth, Wifi, câble) intégrés à l'appareil ?
{Q21}	Comment est structurée la base de données (bibliothèque) recensant l'ensemble des substances : dispose-t-elle une partie dite « de base » et une autre partie dite « ouverte » (permettant à l'administration d'y inclure de nouvelles molécules) ? Quel en est le format numérique ? Combien de spectres dispose-t-elle de base ? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous en présenter succinctement le process pour l'ajout d'une nouvelle molécule ? Quelles sont les modalités permettant le transfert de cette base de données vers un PC ?
{Q22}	La base de données est-elle duplicable d'un appareil à un autre ou nécessite-t-elle un ajout manuel des spectres en cas de non-duplicabilité ? Ces opérations peuvent-elles être réalisées de manière autonome ou demande t-elle l'intervention du fournisseur ? Dans les deux cas de figure, pourriez-vous nous en préciser le processus ? Est ce que le rajout ou le transfert engendre un coût supplémentaire ?
{Q23}	Pourriez-vous nous présenter la structure du rapport d'analyse généré suite au contrôle ? Quel en est le format (PDF ? Format propriétaire ? etc.) ?
{Q24}	Quelle est la suite logicielle incorporée dans chaque appareil ? Pourriez-vous nous en présenter les caractéristiques, fonctionnalités, interface et options présentes dans celle-ci ?
{Q25}	L'appareil est-il en capacité de garantir la traçabilité des mesures (stockage et génération d'un historique des mesures réalisées par l'appareil) ?
{Q26}	Quelles sont les modalités et recommandations d'utilisation de votre matériel lors de contrôles douaniers ?
{Q27}	Pouvez-vous nous indiquer si le calibrage de l'équipement est facilement réalisable par les agents, ou celle-ci requiert-elle une intervention de vos équipes techniques ? Par extension, pouvez-vous nous préciser la durée et fréquence de cette démarche ?
{Q28}	Pour ce qui relève du laser projeté permettant la détection des substances, quelles sont les mesures de sécurité associées à l'appareil ? Quelles sont vos préconisations et indications afin d'assurer la protection des agents (distance d'utilisation, lunettes de protection, API à utiliser, etc.) ?
{Q29}	Proposez-vous des formations pratiques à l'utilisation de l'appareil ? Pourriez-vous nous préciser la teneur (déroulé, lieux d'exécution, répartition théorie/pratique, moyens techniques et humains mis à disposition, supports utilisés, etc.) ? Au titre de l'utilisation de ce matériel, d'autres formations seraient-elles à prévoir ? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous en préciser les modalités (déroulé, durée, lieux d'exécution, répartition théorie/pratique, moyens techniques et humains mis à disposition, supports utilisés, etc.) ?
{Q30}	En complément, êtes-vous en mesure de fournir un tutoriel vidéo d'utilisation d'un spectromètre à destination des agents douaniers ? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous en présenter la structure ?

{Q31}	Pourriez-vous nous présenter la documentation fournie avec l'appareil lors de son acquisition ?
-------	---

4.3. Questions d'ordre opérationnel

{Q32}	Pourriez-vous nous décrire votre chaîne d'approvisionnement ? Est-elle déployée à un niveau national ou international ? (décrire la nature de vos activités, localisation de vos infrastructures de production, de distribution, de maintenance, de stockage des matériels et autres accessoires, parties prenantes et délais associés pour chaque étape (prestataires logistiques associés notamment)). Êtes-vous fabricant ou uniquement revendeur des produits ?
{Q33}	Disposez-vous d'implantations en propre dans les DROM-COM ? Dans la négative, disposez-vous de partenaires locaux dans ces territoires spécifiques (en préciser la raison sociale et le métier le cas échéant) ?
{Q34}	Quel est votre délai de fabrication pour une hypothèse de vingt, cinquante, quatre-vingt appareils commandés simultanément ? Ainsi que le délai de livraison moyen ? Le délai minimal en cas de commande réalisée en urgence ?

4.4. Questions sur le périmètre d'intervention France métropolitaine

{Q35}	Selon vous, quel serait le délai de commande raisonnable, et ce, afin de satisfaire le besoin en bonne et due forme ? Le délai minimal en cas de commande réalisée en urgence ?
{Q36}	Disposez-vous d'ores et déjà de matériels en stock prêts à être l'emploi, et ce, dès émission d'un bon de commande au sortir de la notification d'un support juridique ? Dans l'affirmative, l'appareil nécessitera-t-il une configuration spécifique DGDDI avant livraison ou sera-t-il directement prêt à l'emploi ? Dans le premier cas de figure, quel en serait le délai ?
{Q37}	Quelles sont les vérifications de conformité/programme des opérations de vérification en sortie de production ? Certification ISO 9000, programme d'assurance qualité ? Si distributeur, certificat de conformité, certificat ISO 9000, programme d'assurance qualité ?
{Q38}	Quel est le taux d'erreur de détection (faux positifs et faux négatifs) de l'appareil observé par vos équipes lors des tests de vos appareils ?
{Q39}	Quelles sont les typologies de maintenance que vous prévoyez dans le cadre du suivi d'un appareil, tant sur la partie matérielle que système ? Prévoyez-vous de la maintenance évolutive, adaptative ?
{Q40}	Quel est le rythme de maintenance que vous proposez suite à l'achat d'un matériel ? Pouvez-vous nous en préciser les types et modalités d'exécution associées (périodicité, délai de prévenance, intervenants, etc.) ? Le matériel fait-il l'objet de mises à jour régulières ? Si oui, quelles sont les modalités de ces mises à jours et sur quels éléments portent-elles ?
{Q41}	Quel est le délai d'immobilisation de l'appareil, en cas de panne notamment ? Pourriez-vous nous détailler les différentes étapes afférentes à l'intervention durant ledit délai ? Un appareil de remplacement peut-il être mis à disposition durant cette période ?
{Q42}	Quels sont les livrables que vous fournissez suite à la réalisation des maintenances ?
{Q43}	Pour ce qui relève des pièces de rechange, êtes-vous en mesure de constituer un stock ? Quel est votre délai de réapprovisionnement moyen quant à ces dernières ?
{Q44}	Quelles sont les mesures mises en œuvre pour pallier à l'obsolescence des appareils ?

4.5. Questions sur le périmètre d'intervention DROM-COM

{Q45}	Ce matériel exige-t-il une tropicalisation ? Le cas échéant, êtes-vous en mesure de réaliser cette démarche afin qu'ils soient adaptés aux particularismes climatiques locaux ?
{Q46}	Pour ce qui relève de la livraison dans les territoires suivants, pourriez-vous nous faire part des délais de livraison minimaux d'expédition et de livraison effective sur place : ■ Départements & Régions d'Outre-Mer : – Guyane ; – Guadeloupe ; – Martinique ; – Réunion ; – Mayotte. ■ Collectivité d'Outre-Mer : – Polynésie française ; – Nouvelle-Calédonie ; – Saint-Pierre-et-Miquelon ; – Wallis-et-Futuna.
{Q47}	Pour chacun des territoires précités, disposez-vous d'une équipe de maintenance dédiée pour le suivi des équipements ou un renvoi de l'appareil dans vos installations en métropole est-il obligatoire ? Dans la seconde hypothèse, pourriez-vous alors nous en préciser l'organisation et les délais d'immobilisation ? Pour ce faire, nous vous proposons de retranscrire votre réponse sous forme de tableau reprenant les entrées suivantes : Territoire concerné / Lieu d'exécution de la maintenance (sur place via une équipe locale dédiée ou retour chez le fabricant en métropole obligatoire) / délai d'immobilisation
{Q48}	Dans le cas de figure d'une expédition et de retour de matériels, dans les DROM-COM, disposez-vous de transitaires locaux pour assurer l'arrivée et le retour des marchandises ?

4.6. Questions sur l'organisation commerciale

{Q49}	Quel serait le prix moyen ou la fourchette de prix pour les items suivants : acquisition, maintenance préventive, maintenance corrective, formations, etc. ?
{Q50}	Pour ce qui relève des conditions commerciales de vente relatives aux DROM-COM, êtes-vous en mesure de proposer et d'assurer une fourniture du matériel selon l'incoterm DDP (octroi de mer, taxes, traitement DELTA, etc.) ?
{Q51}	Dans l'hypothèse où vous avez déjà concouru à des consultations d'entités étatiques, quelles sont les difficultés que vous avez pu rencontrer, le cas échéant, dans la compréhension du besoin exprimé ?
{Q52}	Quels sont les facteurs générateurs de coûts associés à la production et distribution des différents besoins présentés dans le présent document ?
{Q53}	Quelles sont les modalités de relatives à la garantie que vous proposez à votre clientèle, et ce, au titre de ce matériel (obligatoire ou non obligatoire, exclusions, etc.) ?

4.7. Responsabilité Sociale et Environnementale

{Q54}	Quel est votre degré d'expertise dans le domaine du développement durable ? Quels sont les moyens humains et techniques dédiés à cette thématique au sein de votre organisation ?
--------------	---

{Q55}	Quelle est votre politique en matière de reprise et de traitement de vos matériels en fin de vie ? Merci de préciser les modalités pratiques (collecte, transport, recyclage, destruction, valorisation).
{Q56}	Disposez-vous d'une démarche qualité ? Merci de détailler votre réponse.
{Q57}	Quelles actions concrètes mettez-vous en œuvre dans le cadre de votre démarche environnementale (réduction des émissions, éco-conception, gestion des déchets, recours aux énergies renouvelables, optimisation logistique, etc.) ?
{Q58}	Votre politique de référencement et de sélection de fournisseurs intègre-t-elle des objectifs de développement durable ou d'achat responsable (norme ISO 20400) ? (labels et certifications, décarbonation, approche cycle de vie, sobriété énergétique, soutien aux filières française ou européenne, etc.)
{Q59}	Êtes-vous sensibilisé aux dispositifs d'insertion par l'activité économique (IAE) et avez-vous déjà engagé des actions ou investi dans ce domaine, notamment dans le cadre de l'exécution de marchés publics (clauses sociales, partenariats avec structures d'insertion, recrutement de publics éloignés de l'emploi, etc.) ?

5. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

5.1. Identification de l'entreprise

Raison sociale: _____	
Adresse N° _____ Rue : _____ Localité : _____ Code Postal : _____ Pays : _____	Contact mandaté dans l'entreprise pour répondre à la DGDDI Nom et Prénom : _____ Fonction : _____ Téléphone portable : _____ Téléphone fixe : _____ Courriel : _____

5.2. Classification

Petite et Moyenne Entreprise (PME) ☐ oui ☐ non

Entreprise de taille Intermédiaire (ETI) ☐ oui ☐ non

Grande Entreprise (GE) ☐ oui ☐ non

5.3. Chiffres d'affaires

Quels ont été vos Chiffres d'Affaires (CA), Résultat Net Comptable (RNC), et Effectifs moyens sur les 3 derniers exercices ? Que représente le CA dans ce domaine d'activité par rapport au CA total de la société ?

Année	C.A. en €uros	Part du CA attribuée à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects/CA total de la société (en%)	Résultat Net Comptable (RNC) en €uros	Effectifs moyens

5.4. Certifications qualité et environnementales

L'entreprise présentera toutes les certifications qu'elle jugera nécessaire, normes ISO, etc.

5.5. Compétences et savoir faire

L'entreprise pourra, à défaut de remplir cette partie, joindre une présentation plaquette de ses activités.

5.6. Clients

Citez, si possible, vos principaux clients et précisez la part que chacun d'entre eux occupe dans votre chiffre d'affaires, des deux dernières années

Nom du client	Secteur industriel	Nombre d'années de relation avec le client	Part du CA du client dans le CA total (en%)

Citez vos éventuelles références avec d'autres ministères :
